

Institutions spécialisées

Nous devons également oeuvrer à l'amélioration de l'efficacité des institutions spécialisées. Beaucoup d'entre elles jouissent d'ailleurs d'une très bonne réputation. Mais notre façon de contrôler l'ensemble du système ne donne pas satisfaction. Nous avons été efficaces au chapitre de l'élaboration de nouveaux programmes, mais un peu moins lorsqu'il s'est agi de recenser les activités périmées ou d'empêcher le double emploi. Il en est résulté notamment une escalade des coûts. Il y a quelques années, l'un de mes prédécesseurs se plaignait à l'Assemblée que les budgets des contributions du système des Nations Unies avaient doublé en cinq ans. Nous devons donc nous assurer que les budgets sont maintenus à un niveau acceptable et qu'ils ne servent qu'à des secteurs hautement prioritaires.

Un autre problème des institutions spécialisées, c'est qu'elles se sont beaucoup écartées de leur mandat premier pour s'occuper des questions politiques qui relèvent de l'Assemblée générale. Le Canada est déterminé à freiner cette tendance. Nous sommes particulièrement préoccupés par le cas de l'Organisation internationale du travail. Nous respectons l'OIT pour tout ce qu'elle a accompli dans le domaine des droits de la personne et pour son unique contribution au système des Nations Unies dans son ensemble. Nous sommes fort désireux de préserver sa compétence et l'impartialité de ses méthodes de sorte qu'un État membre ne soit jamais condamné sans avoir eu droit à une enquête impartiale. Je crois que bon nombre de membres partagent nos vues et oeuvreront de concert à cette fin.

Ces propositions visent principalement à améliorer nos méthodes. Si nous les mettions à l'exécution, et je dois avouer que je ne suis pas du tout convaincu que nous le ferons, nous serions beaucoup mieux placés pour nous attaquer aux problèmes vraiment importants; mais ces problèmes n'en seraient pas pour autant moins complexes.

Questions économiques

Il est maintenant établi que les principales préoccupations de la plupart des membres sont en réalité d'ordre économique, même si elles se manifestent de diverses façons troublantes, y compris en hostilités ouvertes. Les Nations Unies et leurs institutions ont fort à faire si nous voulons nous rapprocher d'un ordre économique mondial plus juste et plus équitable. Les obstacles à franchir sont énormes, le chômage et l'inflation continuent de sévir même dans les pays les plus riches. Tant que la raison ne primera pas, tant que les exigences des uns et les réactions des autres feront fi des réalités économiques actuelles, je dois vous avertir que même le Canada, pourtant loin d'être le moins généreux des pays développés, sera de plus en plus contraint de se pencher sur ses propres maux, allant jusqu'à faire abstraction des conséquences internationales d'un tel geste. Point n'est besoin de vous dire que nous ne sommes pas les seuls dans cette situation.

L'objectif du Canada est de travailler sur les bases que nous avons aidé à jeter en assurant la coprésidence de la CCEI*. Si le climat s'y prête, nous allons travailler fort pour mettre au point une stratégie à la

* Conférence sur la coopération économique internationale.